

Index : AFR 60/1926/2015

Lettre ouverte au conseil des ministres du Burkina Faso

Le 23 juin 2015,

Chers membres du conseil,

**ADOPTION DE LA PROPOSITION DE LOI EN FAVEUR DE L'ABOLITION DE LA PEINE
DE MORT**

Engagées pour la promotion et la protection des droits humains en Afrique, nous, sections africaines d'Amnesty International, vous écrivons pour vous demander d'apporter votre soutien à la proposition de loi visant à abolir la peine de mort au Burkina Faso, laquelle a été approuvée par la conférence des présidents du Conseil national de transition (CNT) du 10 juin 2015.

Selon nos informations, le Conseil des ministres va voter la proposition de loi avant qu'elle ne soit soumise au CNT pour son adoption finale.

Nous nous opposons à la peine de mort en toutes circonstances et sans aucune exception, indépendamment de la nature et des circonstances de l'infraction commise, de la situation du condamné, de sa culpabilité ou de son innocence, ou encore de la méthode utilisée pour procéder à l'exécution. Notre opposition repose sur le fait que la peine capitale viole le droit à la vie tel qu'il est proclamé par la Déclaration universelle des droits de l'homme, et qu'elle constitue le châtiment le plus cruel, inhumain et dégradant qui soit.

Nous saluons la détermination de votre pays à faire respecter les droits humains et félicitons les autorités nationales pour les progrès réalisés sur la proposition de loi en faveur de l'abolition de la peine de mort au Burkina Faso. Nous vous encourageons vivement à affirmer votre soutien à ce processus en votant en faveur de cette proposition de loi au conseil des ministres.

Le processus engagé pour l'abolition est une juste évolution qui permettra au Burkina Faso de rejoindre les autres pays africains ayant déjà aboli la peine de mort. Dix-sept pays de l'Afrique sub-saharienne ont déjà aboli la peine capitale et les progrès ont été rapides dans la région. Au cours des 20 dernières années, la Côte d'Ivoire, le Sénégal et le Togo en Afrique de l'Ouest, ainsi que le Burundi, le Gabon, Maurice et le Rwanda ont aboli la peine de mort pour tous les crimes. Madagascar est le dernier pays à s'être ajouté à cette liste, au début de l'année.

Le monde se détourne du recours à la peine de mort. Plus de la moitié des pays ont aboli ce châtiment cruel et, en pratique, ils sont bien plus nombreux à ne plus l'appliquer. L'abolition de la peine de mort au Burkina Faso marquerait une victoire décisive pour le pays, qui serait saluée dans le monde entier.

L'approbation de la proposition de loi par le conseil des ministres sera la preuve de la détermination du gouvernement à promouvoir, à protéger et à faire appliquer les droits humains pour toutes et pour tous au Burkina Faso. Cela enverra un signal fort à la communauté nationale et internationale, à savoir que le Burkina Faso a tourné le dos à un châtiment cruel, inhumain et dégradant.

Nous espérons que vous accorderez à ce problème urgent toute l'attention qu'il mérite.

Veuillez agréer, Mesdames et Messieurs les ministres, l'expression de ma haute considération,

Amnesty International Bénin

Amnesty International Burkina Faso

Amnesty International Côte d'Ivoire

Amnesty International Ghana

Amnesty International Mali

Amnesty International Nigeria

Amnesty International Sénégal

Amnesty International Sierra Leone

Amnesty International Togo

Amnesty International Zimbabwe